

Le poulet annonce la couleur du ramadhan

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4161 - Dimanche 30 avril 2017 - Prix : 10 DA

Disparition du petit Salim à Ath Zemenzer (Tizi Ouzou)

Mobilisation générale de la population pour le retrouver

Page 24

Au vu de leur condition sociale toujours déplorable

Des handicapés interpellent les pouvoirs publics

Page 4

L'autre guerre qui commence en Syrie

Par Mohamed Habili

Le conflit syrien a ceci de particulier qu'il est multidimensionnel. Plusieurs guerres s'y croisent depuis le début, mais qui ne se valent pas à tout moment au point de vue de l'intensité. Suivant les phases, c'est soit l'une soit l'autre qui non seulement occupe le devant de la scène mais semble les contenir, ou les résumer toutes. Le sentiment alors domine que de son issue dépend celles des autres. En fait, on a vite fait de s'apercevoir qu'il n'en est rien, que les autres composantes demeurent relativement autonomes, à la fois de celle qui a pris le pas sur les autres et de celles qui attendent de passer au premier plan. Si on met de côté la guerre contre Daech, dans laquelle tout le monde communit, en tout cas en apparence, il est possible de distinguer au moins quatre autres guerres différentes, directes ou par procuration : celle que se livrent les Syriens entre eux, la guerre civile proprement dite, la moins significative en elle-même et qui sert de couvertures aux trois autres ; celle qui oppose les puissances occidentales à la Russie pour la suprématie non seulement en Syrie et dans la région mais dans le monde ; celle qui met aux prises les monarchies du Golfe, Arabie saoudite en tête, et l'Iran ; celle enfin, la plus discrète jusqu'ici, mais qui à partir de maintenant commencera à faire entendre sa musique propre, qui dresse Ankara contre le Parti des travailleurs kurde, ce dernier pris dans la diversité de ses incarnations, et qui elle aussi s'apparente à une guerre civile.

Suite en page 3

Dans un message à la nation/Législatives

Bouteflika appelle à l'impartialité



P.F./D.R.

La «garantie» et l'importance de cette nouvelle législature pour finaliser les réformes destinées à la diversification économique, le choix des candidats, la participation massive, appel à «la plus grande impartialité» des acteurs impliqués dans l'opération des élections législatives, tels sont les points forts que le Président Abdelaziz Bouteflika a évoqué hier dans son message à la nation à l'occasion du scrutin législatif du 4 mai prochain.

Lire pages 2 et 3

Sellal à Médéa

«La loi sera appliquée en matière de foncier industriel»

Page 3

Musique

Le «Jazzair Big Band» célèbre à Alger la journée du jazz

Page 13

Dans un message à la nation/Législatives

Bouteflika appelle à l'impartialité

■ La «garantie» et l'importance de cette nouvelle législature pour finaliser les réformes destinées à la diversification économique, le choix des candidats, la participation massive, appel à «la plus grande impartialité» des acteurs impliqués dans l'opération des élections législatives, tels sont les points forts que le Président Abdelaziz Bouteflika a évoqué hier dans son message à la nation à l'occasion du scrutin législatif du 4 mai prochain.

Par Linda Naili



P.N.E. Soraya J. A.

À la veille de la clôture de la campagne électorale en prévision du renouvellement de la composante de l'Assemblée nationale populaire, le Président Abdelaziz Bouteflika, a adressé hier, un message à la nation dans lequel il a sommé l'ensemble des acteurs, des responsables et agents publics, impliqués dans l'opération du processus des élections législatives, à faire preuve de la «plus grande impartialité et à veiller au strict respect des dispositions de la loi. En ces termes, le premier magistrat du pays appellera «l'ensemble des responsables et agents publics impliqués dans cette opération à faire preuve de la plus grande impartialité et à

veiller au strict respect des dispositions pertinentes de la loi», a affirmé le chef de l'Etat. Dans ce contexte, le président a assuré son «plein appui» à la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) pour l'accomplissement de sa mission définie par la Constitution et explicitée par la loi. Dans cette lignée, rappelant sa «qualité de président du Conseil supérieur de la magistrature», le Président «invite également les magistrats à traiter avec diligence et fermeté tout dépassement ou tout acte de nature à porter atteinte à la crédibilité et à la transparence du scrutin dont ils seront éventuellement saisis». Et de relever par ailleurs que «l'Algérie a souverainement convié les Organisations internationales auxquelles elle appar-

tient ou dont elle est partenaire, à dépêcher leurs observateurs témoigner de la transparence et de l'équité de l'élection législative qui «n'aura rien à envier à celles qui se tiennent dans les pays de tradition démocratique», a souligné le chef de l'Etat.

D'autre part, dans son message, le chef de l'Etat, relevant le rôle et l'importance de la prochaine Assemblée populaire nationale (APN), dira que l'élection législative de cette année revêt une «importance accrue» du fait qu'elle se situe non seulement dans «le sillage d'une profonde révision constitutionnelle» survenue l'année dernière, mais aussi dans «une conjoncture financière lourde de défis pour notre pays». Et à lui de souligner que la prochaine législature «devra également légiférer pour

la finalisation de diverses réformes destinées à promouvoir une économie davantage diversifiée, de sorte à réduire la dépendance du développement du pays et du bien-être de la population envers le marché mondial des hydrocarbures». Ainsi, pour toutes ces raisons invoquées, le Président Bouteflika appellera es Algériens à exercer leur «libre choix», et à participer massivement au scrutin. «Ce choix sera respecté, sera le vôtre, libre, et en concordance avec vos convictions politiques. Mais dans le même temps, votre participation à ce scrutin sera votre contribution personnelle à la stabilité du pays, à la progression de la démocratie dont vous êtes la source et au développement de notre patrie, l'Algérie, à laquelle nul parmi nous n'a de patrie de

rechange», a soutenu le Président.

Par ailleurs, le Président assurant «la garantie» grâce «aux succès méritoires contre le terrorisme, enregistrés par l'ANP et les forces de sécurité», dont il «salue, une nouvelle fois, l'engagement et les sacrifices», rappellera que «les pouvoirs publics ont pris les dispositions requises pour une bonne organisation du scrutin». Le Président assurera que «conformément aux directives que j'ai émises, l'ANP, la Gendarmerie nationale et la Sûreté nationale seront mobilisées pour garantir plus que jamais, la sécurité de la population et la sérénité de la consultation électorale».

L. N.

Abderrazak Makri à Béjaïa

«Nous avons une histoire et un avenir communs»

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrazak Makri, qui animait un meeting avant-hier au TRB, a déclaré devant les militants et sympathisants de son parti que «la diversité en Algérie est une richesse», soulignant que «la religion demeure le dénominateur commun de tous les Algériens d'où la nécessité d'aller vers la réconciliation culturelle et ils doivent être fiers de leurs langues nationales», même s'il dit être en faveur de l'apprentissage d'autres langues. Pour lui, certes, il y a des différences, mais «nous sommes un seul peuple, nous avons une histoire et un avenir communs». L'orateur ira plus loin pour séduire les Béjaïois, disant être d'accord pour la généralisation de l'enseignement de tamazight et la

transcription des enseignes des magasins en cette langue. Au sujet de la crise qui secoue le pays, le président du MSP a plaidé pour «une entente politique et

culturelle afin de redonner l'espoir au peuple». Selon lui, «la priorité est de se réconcilier par la reconnaissance de nos identités et ensuite rétablir la légitimité par la

transparence des élections pour installer une confiance entre les gouvernants et les gouvernés». Enfin, il a rappelé avoir alerté, maintes fois, «les dirigeants du

pays sur le danger qui guette le pays et la nécessité d'aller vers un changement pour mettre fin à la crise multidimensionnelle qui le frappe».

H. C.

Chafaâ Bouaïche tête de liste du FFS à Sidi-Aïch

«Nous allons lutter pour changer les lois antisociales»

Le FFS a opté pour l'animation de meetings pour exprimer ses valeurs et principes de liberté et de tolérance qu'il porte», a déclaré dans un meeting la tête de liste du FFS aux législatives du 4 mai prochain, Chafaâ Bouaïche. «Nous sommes contre l'enfermement politique, social et culturel». Pour le candidat, «le pouvoir a tout fait pour dépolitiser la société, contrairement au FFS qui veut rétablir la pratique politique et faire participer les citoyens dans la vie publique et politique». «Le FFS milite pour la dignité et l'espoir car le pouvoir ne veut pas le bien du

peuple qui continue de souffrir en dépit de la période d'aisance financière et aujourd'hui plus que jamais à cause de la politique d'austérité honteuse». «Nous avons voté contre toutes les lois sur l'investissement, la retraite, le code du travail», a-t-il souligné. «Mais nous n'avons pas bénéficié d'une bonne médiation pour que les gens sache ce que nous avons fait», a ajouté M. Bouaïche sans remettre en cause la défaillance de son parti dans le domaine de l'association avec la presse. Et de faire un premier bilan de la campagne électorale en disant qu'«un

nombre important de meetings ont été animés par les candidats à travers la wilaya». «Nous avons toujours eu un langage de vérité avec les citoyens, car nous voulons des passerelles avec la population afin d'arriver au changement». Pour la prochaine mandature, il dira que les élus du FFS mèneront un combat pour changer le code communal et le code de wilaya et toutes les lois antisociales et antipopulaires, «car nous militons pour un État de droit», a-t-il fait observer.

H. C.

Sellal à Médéa

«La loi sera appliquée en matière de foncier industriel»

■ En visite, hier à Médéa, le Premier ministre a mis en garde les investisseurs qui ont sollicité des terrains et tardent à concrétiser leurs projets, comme il a mis l'accent sur la nécessité d'aller vers davantage de partenariat privé-public dans le domaine agricole.

Par Louiza Ait Ramdane

Sellal a souligné que l'agriculture a grandement besoin de capitaux privés pour se développer et contribuer à l'essor économique du pays. Rassurant que «l'Etat restera propriétaire des terres, mais l'option du partenariat privé-public doit être encouragée et soutenue», il a insisté sur l'impératif de songer à produire localement au lieu d'importer. «Notre bataille, aujourd'hui, c'est la production. Il faut que nous parvenions à produire ce que nous consommons ici en Algérie», a-t-il déclaré en marge de son inspection à la ferme-pilote Dhaoui, dans la commune de Ouamri, à 33 km à l'ouest de la wilaya. Cette ferme-pilote s'étend sur une superficie agricole totale de 811 hectares, dont 300 hectares dédiés à la culture en irrigué. Elle est spécialisée dans l'élevage bovin et la production laitière et dispose d'un cheptel bovin de 128 têtes, dont 17 vaches laitières et 83 génisses destinées à la reproduction. Outre cette activité principale, la ferme-pilote Dhaoui s'est investie également dans la culture arboricole, notamment la production de pommes, de poires et de prunes, s'étendant sur une superficie de 69 hectares, alors que la culture céréalière et le fourrage, autres activités de la ferme, occupent une superficie de 458 hectares. Lors de l'inauguration de l'unité de fabrication de cuivre Arab Métal, sise à la zone industrielle de



Qued-Harbil, à 17 km à l'ouest de la wilaya, le Premier ministre a saisi cette opportunité pour rappeler les efforts consentis par l'Etat en vue d'encourager l'investissement et faciliter la création de ce type d'entreprise, tout en mettant en garde les investisseurs qui ont sollicité des terrains et tardent à concrétiser leurs projets. «Nous allons donner un délai pour les investisseurs qui n'ont pas encore démarré leurs projets, mais la loi sera appliquée dans toute sa rigueur avec ceux qui ne respectent pas leurs engagements», a-t-il déclaré. A l'université Yahia-Fares où il a inspecté les projets de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans la wilaya de Médéa en compagnie du ministre du secteur par intérim, Mohamed Mebarki, M. Sellal a appelé à une utilisation optimale des équipements et places pédagogiques des éta-

blissements universitaires, estimant qu'il faut les valoriser et utiliser l'université de 7h à 19h. Le Premier ministre a souligné, par ailleurs, l'importance des matières scientifiques et des mathématiques, précisant que le gouvernement a fixé à 17% le taux d'intégration des matières scientifiques dans les programmes d'enseignement universitaire. «Nous enregistrons un grand retard dans les matières scientifiques alors que l'avenir du pays repose sur les sciences et les mathématiques», a déclaré M. Sellal. Le Premier ministre a appelé, dans ce sens, l'université algérienne à «une plus grande ouverture et coopération avec les entreprises des secteurs public et privé», soulignant la nécessité de mettre à profit les 17 centres de recherche du pays. Par ailleurs, le Premier ministre a inspecté à la commune d'El-Hamdania le projet de dédouble-

ment de la route nationale (RN) N° 1 reliant la Chiffa à Berrouaghia et visité le tunnel d'El-Hamdania, l'un des deux tunnels réalisés dans le cadre de ce projet routier structurant appelé à assurer une desserte rapide entre les localités du nord du pays et les régions du Sud. Lors de cette tournée, il a insisté sur le strict respect des délais de réalisation du projet de dédoublement de la RN N° 1 conçu pour «apporter une plus-value économique aux régions desservies par cet axe routier». Le projet devrait être réceptionné au courant du 2^e trimestre de l'année 2018. L'achèvement de cette section d'autoroute va permettre la mise en œuvre de la nouvelle base logistique de Boughezoul, actuellement en cours de réalisation, d'où l'intérêt de lui accorder une attention particulière, a-t-il ajouté. Enfin, en visitant le chantier de réalisation de 2 332 logements publics locatifs (LPL) à Ain-Djerda, dans la commune de Draa-Smar, à 4 km du chef-lieu de wilaya, le Premier ministre a mis l'accent sur la nécessité d'impliquer désormais le privé dans l'aménagement et la réalisation des structures annexes (commerces et services) à l'intérieur des cités. «Il faut mettre en compétition le capital privé et l'inciter à investir dans les futurs projets de l'habitat», a indiqué Sellal, précisant que «l'Etat demeurera engagé au côté des couches moyennes et continuera de financer les projets destinés à cette catégorie».

L. A. R.

Hausse sensible des prix de vente

Le poulet annonce la couleur du ramadhan

Quelques semaines du mois de ramadhan, la viande blanche vient subitement de connaître une hausse sensible des prix de vente. Le poulet était proposé, hier, à 340 et 360 dinars le kilo. Ce malheureux état de fait a pris au dépourvu la ménagère, qui même avertie parce que habituée à ce type de flambée à chaque ramadhan, ne s'attendait peut-être pas à une envolée aussi précoce des prix. En effet, le coût du poulet connaît une augmentation remarquable ces jours-ci, au grand dam des ménages à faible revenu, passant de 230 à 360 dinars le kilo en l'espace de quelques jours. Le marché de la volaille a connu une accalmie entre-temps, mais ces derniers jours les prix de la viande blanche ont connu une nouvelle hausse inexplicable. Une situation qui, au demeurant, ne laisse pas indifférent le consommateur

qui se voit privé de cette denrée qui était naguère à la portée des petites bourses. Ainsi, le citoyen se trouve contraint de gérer de manière draconienne ses ressources financières en se rabattant sur d'autres produits. Effectivement, si la hausse des prix sur les marchés a toujours été observée pendant la période des fêtes, les prix tendaient à reprendre leurs cours et se stabiliser ; mais il semblerait que ce qui était occasionnel est maintenant devenu la règle. «Son prix connaît une autre hausse dans les jours à venir», a prédit sans plus d'explications un vendeur de volaille. Les prix affichés varient selon la qualité des produits, allant du meilleur au moins bon quand il ne s'agit pas tout simplement de mauvaise qualité, c'est du moins ce que nous avons constaté, hier, lors d'une virée au niveau de quelques marchés de la capitale. Le poulet

s'affiche entre 340 et 360 dinars/kg sur les présentoirs des boucheries. Selon des informations recueillies auprès des bouchers, cette augmentation est due à la hausse du prix des aliments de volaille. Selon certains détaillants, la multiplication d'intermédiaires est aussi à l'origine de cette flambée. D'autres l'expliquent par l'éternelle équation de l'offre et de la demande. «Nous aussi, nous sommes surpris par cette hausse des prix du poulet», dira un boucher. Un des vendeurs nous a affirmé que tout se passe au marché de gros. Notre interlocuteur nous a expliqué qu'il a eu du mal à s'approvisionner au marché de gros et n'a pu l'acquiescer qu'au prix de 310 DA le kilo, accablant l'absence de toute surveillance de la part du ministère du Commerce. Approché, un père de famille dira : «Quand le citoyen va au marché, il reste stupéfait.

Comment un simple fonctionnaire peut vivre ou nourrir ses enfants ?». Selon lui, «cette situation est due à l'absence de contrôle. On apprend par-ci par-là que l'Etat a mis en place des cellules de lutte contre la fraude, mais la réalité est qu'il n'y a pas de suivi sur le terrain puisque les commerçants n'en font qu'à leur tête». Une autre citoyenne témoigne : «La situation est déplorable, car on est en train de survivre et l'Etat ne fait rien pour y remédier». Les citoyens espèrent que les services concernés relevant de la direction du commerce effectuent un contrôle rigoureux des prix qui ont dépassé le pouvoir d'achat du simple citoyen. A noter, d'autre part, qu'au niveau des restaurants le prix de la viande blanche demeure néanmoins le même. Cependant, certains restaurateurs pensent à le revoir à la hausse. «Pour l'instant, le prix de

LA QUESTION DU JOUR

L'autre guerre qui commence en Syrie

suite de la page Une

Le temps est venu pour que cette quatrième guerre, celle qui faisait le moins parler d'elle, tente de disputer la vedette aux autres. C'est du moins ce que veut le régime turc, qui fait tout pour que ce soit effectivement le cas. Il le veut d'autant plus que son chef, Erdogan, est parvenu à ses fins, en se faisant doter des pleins pouvoirs. Plus un dirigeant est investi de pouvoirs, plus sa responsabilité est grande dans ce qui peut arriver, et moins donc il a droit à l'erreur. Depuis longtemps la Turquie est en guerre contre le Parti des travailleurs, mais ce n'est que ces dernières années que le pouvoir turc est concentré entre les mains d'une seule personne. Or on ne peut régner en maître dans son pays et ne pas gagner une guerre. Ne parlons même pas de la perte. On aura remarqué que le ton de la Turquie envers les Kurdes syriens, qu'elle accuse de collusion avec le Parti des travailleurs, est monté de plusieurs crans depuis le référendum constitutionnel, remporté pourtant de justesse par Erdogan. Tout récemment, Ankara a non seulement tué lors d'un raid aérien plus d'une dizaine de Kurdes syriens, à ce qu'elle dit en représailles au tir d'un missile de leur part, mais elle a averti l'allié américain qu'elle n'accepterait pas que les Kurdes participent à la bataille pour la libération de Raqqa. A la suite de quoi les Américains, qui veulent rester amis des uns et des autres, ont déployé une petite force d'interposition à la frontière, dont on voit mal comment elle pourrait être prise au sérieux si elle n'abattait pas au moins un avion turc, ou à défaut, si elle ne faisait pas échec à quelque incursion turque contre les Kurdes. Le régime Erdogan est en train de sommer les Etats-Unis de choisir entre lui et les Kurdes. Rien n'indique que ceux-ci sont disposés à lui donner satisfaction. On peut même être sûr du contraire. Mais il faut sans doute attendre le déclenchement de la bataille de Raqqa pour que le conflit entre Kurdes et Turcs, jusque-là en sourdine, donne sa pleine mesure, et en vient peut-être à prendre le dessus sur les autres guerres concomitantes.

M. H.

ce type de viande reste stable. Nous maintenons le même montant. Mais nous serons dans l'obligation de l'augmenter si le problème perdure encore. Nous n'avons absolument pas le choix de répercuter cette hausse sur le prix du repas», nous a expliqué le propriétaire d'un restaurant.

Meriem Benchaoua

Au vu de leur condition sociale toujours déplorable

Des handicapés interpellent les pouvoirs publics

■ *Le handicap sous toutes ses formes est déjà de par sa déficience biologique un lourd fardeau à porter pour la personne. En plus de cela, ne pas lui conférer les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne prise en charge le devient encore plus.*

Par Yacine Djadel

L'Algérie compte en moyenne 7 à 8 millions de personnes atteintes d'un handicap. Pour leur offrir une place digne dans la société, au même titre que les personnes valides, il se trouve que le manque de structures et dispositifs destinés à bien prendre en charge cette catégorie demeurent un réel problème pour remédier aux droits de ces citoyens souffrant d'un handicap. Des droits souvent bafoués pour le bon épanouissement de ces derniers. Manque de places et lieux adaptés à leur infirmité, absence de transport spécialisé pour alléger leur quotidien déjà assez pénible, en outre une pension de 4 000 DA si maigre par rapport au pouvoir d'achat actuel, qu'elle est vue par la plupart, comme une insulte, si ce n'est un manque d'égard. «Je suis en chaise roulante comme vous le voyez, et je fais souvent des analyses et examens de routine pour bien surveiller mon état de santé. Avec 4 000 DA par mois comment voulez-vous que je paye mes radios et autres. La plupart ne sont pas remboursés par la sécurité

sociale comme l'ECG, par exemple qui coûte 800 DA chez le généraliste et 1 400 DA pour le cardiologue, parfois plus, comment voulez-vous que je paye tout cela. J'aimerais bien que ces examens soient remboursés totalement par la Cnas», a déploré, M^{me} Laila Zoutate, une femme en situation de handicap. Celle-ci a ajouté qu'en général, les handicapés restent les véritables oubliés de la société, et ce, pratiquement dans tous leurs droits. «Cela fait des années que j'ai fait un dossier pour avoir un logement social et toujours rien, attendre et attendre, c'est ce qu'on nous dit à chaque fois. Pourtant, d'un côté les autorités disent que nous sommes vis-à-vis de la loi prioritaires en tant que personnes handicapées, mais en réalité, rien n'est appliqué», a-t-elle dénoncé. Des citoyennes et citoyens comme M^{me} Zoutate, il y en a des milliers à travers le pays. Rares lorsque la parole leur est donnée pour sortir du silence marginal qui les ronge. A propos du droit au logement, concernant les handicapés, la présidente de la Fédération algérienne des personnes handicapées (FAPH), M^{me} Atika El Mamri, n'a pas manqué

de remettre en cause les conditions d'octroi des appartements. Pour elle, même lorsque le droit est acquis, il reste toujours inadapté. «Il y a plusieurs handicapés ayant bénéficié de leur logement AADL, une bonne chose, certes, néanmoins, qui reste mal gérée et surtout inadaptée aux besoins spécifiques de ces derniers. Comment voulez-vous qu'un handicapé sur chaise roulante puisse monter au premier étage dans un immeuble où il n'y a pas d'ascenseur ?!» a-t-elle rappelé. Pour aller encore plus loin dans sa dénonciation, celle-ci n'a pas manqué de montrer du doigt le marasme bureaucratique qui entrave gravement la situation. «On leur donne dans le dossier des cartes de handicapés précisant clairement le besoin de la personne et au final lors de la réalisation des cités, ils nous disent qu'ils ne connaissent pas ce détail», a-t-elle souligné. Pour cela, nous demandons aux autorités de réagir et surtout appliquer la loi pour rendre nos droits réels. Saluant toutefois les efforts ayant été faits de la part du gouvernement, cependant beaucoup reste à faire pour évaluer les pays développés. Encore que



P.Y.D.

l'Algérie a des moyens énormes pour couvrir en tout tous ses citoyens handicapés. A commencer par impliquer davantage les handicapés dans tous les projets de la société civile. «S'il y a des politiques publiques pour notre catégorie que les responsables nous consultent, car seuls

nous savons avec exactitude ce dont nous avons besoin réellement. Il y a eu à maintes reprises des décisions des projets de loi nous concernant sans même demander notre avis, c'est absurde», a-t-elle indiqué.

Y. D.

Sahara occidental

Le Conseil de sécurité désavoue le Maroc sur El Guerguerat

Le Conseil de sécurité a affirmé vendredi soir que les activités menées par le Maroc dans la zone tampon d'El Guerguerat sont contraires à l'esprit du cessez-le-feu de 1991, soulignant que l'ONU devrait s'engager à explorer les moyens de résoudre les questions qui étaient à l'origine de cette crise. Dans sa résolution prorogeant le mandat de la Minurso d'une année, le Conseil de sécurité a estimé que la crise intervenue récemment dans la zone d'El Guerguerat «soulève des questions fondamentales liées au cessez-le-feu et aux accords connexes et engage le

secrétaire général à explorer les moyens de les résoudre». Il est important de souligner que la crise d'El Guerguerat impose de trouver une solution qui aille au-delà d'un simple enregistrement des violations de l'accord de cessez-le-feu. «La solution doit identifier les causes réelles qui étaient à l'origine de cette crise et situer les responsabilités», ont estimé plusieurs membres du Conseil de sécurité, lors des discussions sur cette résolution. La présence des éléments armés du Front Polisario à El Guerguerat constituait une légitime défense contre la tentative du Maroc de modifier le statut

de cette zone en voulant imposer de force un projet de route traversant les territoires sahraouis. S'appuyant sur le rapport du secrétaire général de l'ONU, le Conseil de sécurité a affirmé que certaines activités civiles «peuvent être jugées contraires à l'esprit du cessez-le-feu et susceptibles de provoquer la reprise des hostilités» dans cette zone militaire sous surveillance de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). La route commerciale entre le mur de sable et la frontière mauritanienne que le Maroc veut imposer de force

n'existait pas lorsque le cessez-le-feu est entré en vigueur en 1991. La circulation actuelle modifie le statut quo et constitue une violation du statut de cette zone et du cessez-le-feu. L'ONU est alors invitée par le Conseil de sécurité à s'attaquer aux causes du problème et non pas à ses conséquences en lui laissant le soin de déterminer les moyens qui vont l'aider à y parvenir». Le chef de l'ONU a salué vendredi le redéploiement des forces armées du Front Polisario à El Guerguerat, en précisant que la Minurso allait discuter de toutes les questions liées à la zone tampon avec les

parties concernées. Le Maroc devrait alors montrer sa disponibilité à discuter avec la Mission onusienne des violations du cessez-le-feu qu'il avait commises après avoir refusé l'envoi d'une commission technique sur le terrain afin d'examiner cette question minutieusement. Rabat, qui a échoué à faire condamner le Front Polisario par le Conseil de sécurité sur sa présence à El Guerguerat, dictée par la légitime défense, menace déjà de faire obstruction aux efforts des Nations unies pour relancer les négociations.

Ghani Y.

Lamamra au sujet de la prorogation du mandat de la Minurso

«Un succès diplomatique» pour la cause sahraouie

La prorogation du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) vendredi est «un succès diplomatique» pour la cause sahraouie, a affirmé samedi à Alger le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, soulignant qu'il permettra la remise sur les rails le processus de négociations. «Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté hier en fin de journée à New York une résolution qui renouvelle le mandat de la

Minurso pour une année, fondamentalement c'est un succès diplomatique pour la cause sahraouie parce que le processus sera remis sur les rails», a indiqué M. Lamamra, en marge d'une visite à la salle des opérations des élections législatives du 4 mai, où il était accompagné par les observateurs internationaux de l'ONU, de l'Union africaine (UA), de la Ligue des Etats arabes et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Il a ajouté que le processus politique, qui pendant des années, avait été «paralysé» sera «remis sur les rails» comme

le SG de l'ONU l'a indiqué dans son rapport et comme le Conseil de sécurité l'a consigné également dans ses résolutions. «Le processus politique sera relancé avec un nouvel esprit et dans le cadre d'une nouvelle dynamique et il s'agit donc de lancer de nouvelles négociations directes entre le royaume du Maroc et le Front Polisario», a-t-il dit. M. Lamamra a soutenu que, dans le même temps, les dirigeants sahraouis, «ont fait preuve d'une grande lucidité et d'un haut sens de la responsabilité, puisque, comme vous avez tous pu l'observer, pendant

des mois, la tension était montée dans la zone de Guerguerat». Il a ajouté, dans ce sillage, que les responsables sahraouis avaient réussi à attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait qu'«il y a beaucoup de phénomènes qui découlent du fait que le peuple du Sahara occidental n'a pas encore été mis en position d'exercer librement son droit à l'autodétermination». Le ministre a salué la décision des dirigeants sahraouis notamment, de répondre aux sollicitations du SG de l'ONU et de certains pays comme les USA qui président le

Conseil de sécurité, à travers le redéploiement de leur unité de la gendarmerie sahraouie qui était déployée à Guerguerat afin de faciliter le lancement du processus politique, ce qui «a permis l'adoption à l'unanimité, de cette résolution et a ouvert des perspectives afin que le processus soit accéléré pour aboutir à l'organisation d'un référendum d'autodétermination», a-t-il soutenu. Je considère donc que «c'est une chance pour la région» et un «succès diplomatique pour la cause sahraouie», s'est-il félicité.

K. L.

Sécurité sociale

Programmes de formation continue au profit des cadres africains

■ La directrice de l'Ecole supérieure de la sécurité sociale (ESSS), Assia Ababou, a annoncé le lancement, dès l'année prochaine, de programmes de formation continue au profit des cadres des caisses des assurances sociales des pays africains en vue de promouvoir les compétences pour une bonne gestion des systèmes nationaux de protection sociale selon les normes de l'Organisation internationale du travail (OIT).



Par Salem K.

Des programmes de formation continue axés notamment sur la protection sociale, la prise en charge de la population vieillissante, les différents régimes de retraites et les attendus des médecins conseil seront

lancés l'année prochaine au profit des cadres des caisses des assurances sociales des pays africains, a précisé M^{me} Ababou qui recevait, à l'ESSS de Ben Aknoun, la délégation africaine présente en Algérie dans le cadre de la 2^e session du Comité technique spécialisé sur le développement social de l'Union afri-

caine (UA). La directrice de l'Ecole a ajouté que son établissement proposait également une formation initiale sanctionnée par un master professionnalisant dans le domaine de la protection sociale, précisant que cette formation s'adressait aux titulaires d'un diplôme de 1^{er} cycle (licence ou ingénieur) en adéquation

avec les domaines de la sécurité sociale, dont la droit de la protection sociale, la gestion des systèmes d'information de la protection sociale et le management stratégique et opérationnel des organismes de protection sociale. L'ESSS reçoit aussi en formation initiale des étudiants issus de pays africains dans le cadre de l'accord de partenariat avec l'OIT, a souligné la responsable, précisant que trois étudiants de Mauritanie et deux du Cameroun suivaient une formation dans l'Ecole depuis 2016 et que d'autres du Niger et du Mali avaient déposé des dossiers de candidature au concours d'accès 2017-2018. Depuis 2014, l'Ecole a enregistré 170 étudiants, dont 58 diplômés en 2016 en droit, en management et en informatique, a-t-elle fait savoir. Créée il y a trois ans, l'Ecole supérieure de la sécurité sociale qui est spécialisée dans la formation des ressources humaines dans le domaine de la protection sociale est placée sous la double tutelle du ministère du Travail, de l'Emploi et de la

Sécurité sociale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Au terme de la visite, la délégation ministérielle, qui était accompagnée du secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Khiaat, s'est rendue au Centre de personnalisation de la carte électronique «Chifa» à Alger où des explications ont été fournies sur la politique de modernisation adoptée par l'Algérie dans le système de la sécurité sociale. A ce jour, plus de 12 millions de cartes ont été produites au profit des assurés sociaux.

S. K./APS

Exploration pétrolière

Les découvertes mondiales de brut chutent en 2016

La baisse des découvertes mondiales de pétrole a atteint un record en 2016 en raison d'une réduction drastique des investissements dans l'exploration pétrolière en 2015-2016, a indiqué l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Les découvertes mondiales de pétrole ont atteint un niveau record de baisse en 2016, les entreprises ayant continué à réduire leurs dépenses et les projets de pétrole conventionnels sanctionnés étaient au plus bas niveau depuis plus de 70 ans, a expliqué l'AIE, prévoyant que ces deux tendances pourraient se poursuivre cette année. Le rapport de l'AIE, publié sur son site web, précise que les découvertes pétrolières

ont diminué de 2,4 milliards de barils en 2016, contre 9 milliards de barils par an au cours des 15 dernières années. Parallèlement, le volume de ressources conventionnelles est tombé à 4,7 milliards de barils, soit 30% de moins que l'année précédente, en raison de la dégringolade des projets d'investissement qui sont tombés au niveau le plus bas depuis les années 1940, a ajouté l'agence qui dépend de l'Organisation de la coopération et du développement économiques (Ocdé), soulignant que la tendance se poursuivra en 2017. Cette baisse de l'investissement est directement liée à l'effondrement des prix du brut, tombés de 115 dollars (106 euros) mi-2014

à 50 dollars aujourd'hui, avec des creux à 30-40 dollars début 2016. Avant que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et la Russie ne s'entendent, fin 2016, sur une réduction de leur production de 1,8 million de barils par jour pour faire remonter les cours. Ce net ralentissement de l'activité dans le secteur pétrolier conventionnel résulte de la réduction des dépenses d'investissement générée par la baisse des prix du pétrole, a-t-elle expliqué, indiquant que cette situation entraîne une inquiétude supplémentaire pour la sécurité énergétique mondiale dans un contexte de risques géopolitiques accrus dans certains grands pays pro-

ducteurs, comme le Venezuela. Cependant, elle relève que l'investissement dans l'industrie pétrolière de schiste, notamment aux Etats-Unis, a considérablement augmenté, précisant que la production a augmenté en raison de la réduction des coûts de production de 50% depuis 2014. Cette croissance de la production de schiste des Etats-Unis est devenue un facteur fondamental pour équilibrer la faible activité dans l'industrie pétrolière conventionnelle, a estimé l'agence, mais elle s'est demandée pour combien de temps cette augmentation américaine peut-elle compenser la lenteur de la croissance dans le secteur pétrolier.

Safia T./Agences

Prix

Le pétrole clôture la semaine sur une légère hausse à New York

Les cours du pétrole ont un peu monté à New York, à l'issue d'une semaine terne qui a vu la production aux Etats-Unis revenir au centre des préoccupations du marché. Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a gagné 36 cents à 49,33 dollars sur le contrat pour livraison en juin au New York Mercantile Exchange (Nymex). «Ce n'est pas grand-chose au regard de la récente glissade», a commenté Kyle Cooper de IAF

Advisors. Les cours n'ont baissé que de 0,58% sur la semaine, mais avaient encaissé une forte chute la semaine précédente, qui les avait fait repasser sous la barre symbolique des 50 dollars. Depuis la fin de l'été, la production aux Etats-Unis a augmenté de près de 10%, les extractions de pétrole de schiste redevenant rentables grâce à la reprise des cours liée à l'annonce d'une limitation de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Cette

tendance ne semble pas près de faiblir, à en croire le nombre de puits en activité qui a encore progressé, selon le décompte hebdomadaire publié vendredi par le groupe privé Baker Hughes, un indicateur avancé de la production. Ces considérations sur la production américaine sont revenues au centre du jeu au moment où le doute s'installait sur une éventuelle prolongation des baisses des extractions mises en place par l'Opep associée à onze autres pays. Les res-

trictions des extractions, mises en place en janvier, doivent durer jusqu'à fin juin, mais dès à présent les investisseurs se concentrent sur leur éventuelle extension au-delà, leur impact sur l'excès d'offre dont souffre le marché ayant jusque-là semblé modéré. L'Opep et ses partenaires, au premier desquels la Russie, doivent prendre une décision définitive sur le sujet lors d'une réunion le 25 mai à Vienne.

N. F.

Espagne Le gouvernement prévoit une croissance moyenne de 2,5% d'ici à 2020

LE GOUVERNEMENT espagnol a annoncé tabler sur une croissance annuelle moyenne de 2,5% d'ici à 2020, en assurant qu'il s'agissait d'une prévision «prudente». Madrid, qui a déjà relevé sa prévision de croissance pour 2017 à 2,7%, prévoit une hausse du PIB de 2,5% pour 2018, puis 2,4% en 2019 et 2020, soit une moyenne de 2,5%, a annoncé le ministre de l'Economie, Luis de Guindos, à l'issue du Conseil des ministres. Les hypothèses qui servent de base à ces prévisions sont «très prudentes» et supposent une «légère amélioration de l'économie mondiale», a-t-il souligné en présentant le programme de stabilité budgétaire 2017-2020 transmis à la Commission européenne. Madrid espère créer un demi-million d'emplois chaque année sur cette période, alors que le taux de chômage est actuellement de 18,7%, soit le pire de la zone euro après la Grèce. Le gouvernement maintient également sa promesse à la Commission européenne de réduire son déficit public à 3,1% en 2017, puis 2,2% en 2018, jusqu'à atteindre 0,5% en 2020. En 2016, la croissance avait atteint 3,2%, soit le double de la moyenne de la zone euro. L'Espagne a renoué avec la croissance fin 2013-début 2014, après une descente aux enfers entamée en 2008 dans la foulée de la crise financière et immobilière.

R. E.

Eradiquer la facturation forfaitaire à Constantine

Installation de 16 000 compteurs d'eau en 2017

■ La Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (Seaco) projette d'installer 16 000 nouveaux compteurs d'eau en 2017 pour éradiquer la facturation forfaitaire, a-t-on appris auprès des services de cette entreprise publique.

Par Lydia O.



Ph. > D. R.

Cette opération ciblera plusieurs quartiers du chef-lieu ainsi que d'autres communes de la wilaya de Constantine, à l'instar de Messaoud Boudjerriou et Ain Abid, en vue de «mettre un terme au paiement au forfait» de la consommation d'eau potable des ménages, selon cette même source. Les foyers concernés seront ainsi ciblés «en priorité», a-t-on indiqué, parallèlement à des opérations de réhabilitation

du réseau d'alimentation d'eau potable qui seront réalisées par les services de la Direction des ressources en eau (DRE) de Constantine. Les services de la Seaco vont également procéder au «renouvellement du parc compteur» en remplaçant les compteurs de plus de 15 ans, a-t-on précisé, en plus de la mise en conformité des branchements au niveau des quartiers et

des communes où la consommation d'eau est encore facturée au forfait. Selon cette même source, cette situation empêche les services de la Seaco de suspendre l'approvisionnement en eau potable aux abonnés concernés par la tarification forfaitaire et ce, même s'ils cumulent, assure-t-on, plusieurs factures impayées. Par ailleurs, dans un souci de moderniser

ses prestations, la société de l'eau et de l'assainissement de Constantine envisage également, au cours de cette année, de lancer un projet de «relève automatique» de la consommation d'eau pour «mettre un terme aux erreurs de lecture», a-t-on souligné. Les agents releveurs de l'index de consommation n'auront plus besoin de notifier à la main l'estimation affichée sur

le compteur d'eau, a-t-on ajouté, attestant que la relève se fera automatiquement à l'aide d'un terminal de saisie portable (TSP), en attendant le lancement d'un projet de «télé-relève» de la consommation d'eau. Ce projet ciblera en premier lieu les gros consommateurs comme les administrations et les industriels, avant d'être généralisé aux particuliers, a-t-on noté. L. O./APS

Médéa

Des acquis à la hauteur des attentes de la population

La wilaya de Médéa a réussi en quelques années à surmonter non seulement les difficultés engendrées par la décadence noire, notamment en zone rurale, mais aussi et surtout à parvenir à réaliser un bond significatif en matière d'équipements publics, de logements, d'infrastructures hydrauliques et routières. L'opération de mise à niveau de l'infrastructure, entamée dans le cadre du premier programme quinquennal, a permis de corriger le déséquilibre qu'accusaient certaines communes, que ce soit sur le plan des structures socio-éducatives, culturelles, sanitaires, de jeunesse, ou encore en matière d'alimentation en eau potable. Les réalisations accomplies, entre 2000 et 2010, ont eu un impact positif sur les principaux indicateurs socio-économiques de la wilaya, avec une évolution remarquable du taux de couvertu-

re dans des secteurs-clés comme l'hydraulique, dont le taux de couverture se situe à hauteur de 92%, l'énergie, avec un taux de couverture de 97% pour l'électricité et 58% pour le gaz naturel, la santé, dont le ratio est passé de 20 000 habitants pour une unité de soin légère à environ 17 000 habitants pour la même unité de soin. Deux importants projets structurants sont venus consolider, dès 2010, la dynamique économique enclenchée dans la wilaya, en l'occurrence le projet de transfert des eaux du barrage de Kouidiata Acerdoune et le projet de dédoublement de la route nationale N° 1. L'exploitation, à partir de 2014, du système de transfert des eaux du barrage de Kouidiata Acerdoune a permis à une vingtaine de communes du nord-est et de l'est de la wilaya de doubler sa ration en eau potable et régler définitivement le problème des

pénuries et perturbations enregistrées dans cette partie de la wilaya, grâce à un apport quotidien de plus de 200 000 m³ d'eau au profit de ces communes. Qualifié de «défi technique majeur», le projet de dédoublement de l'axe routier Chiffa-Berrouaghia, sur un linéaire de 51 km, devra contribuer grandement à l'essor socio-économique de nombreuses localités. Ce projet structurant, pour lequel les pouvoirs publics ont dégagé une enveloppe financière «conséquente», s'élevant à 120 milliards de DA, va assurer à l'ensemble des régions desservies par cet axe routier, une plus-value sur le plan économique, mais également environnemental et touristique. La modernisation de l'axe routier Chiffa-Berrouaghia garantira, en outre, une meilleure fluidité de la circulation automobile et réduira considérablement les «bou-

chons» enregistrés en permanence sur ce tronçon emprunté quotidiennement par plus de 20 000 véhicules, dont près du tiers est constitué de camions de gros tonnages. En matière d'habitat, la wilaya de Médéa a été dotée, au titre des différents programmes de construction, d'un quota global de près de 64 000 logements, tous types confondus, dont près des deux tiers ont été réalisés et livrés aux citoyens et 18 000 autres unités sont en cours de construction. Ce quota conséquent de logements a largement facilité l'exécution des plans d'extension urbaine initiés à travers les principales agglomérations urbaines de la région, notamment à Berrouaghia, Ksar-el-Boukhari, Beni-Slimane et Médéa, se traduisant par une réelle métamorphose de ces villes. En appui aux actions de revitalisation des zones rurales, les plus affectées par la décen-

nie noire, un effort considérable a été consenti par les pouvoirs publics en vue de restructurer les centres d'habitations rurales et améliorer, ainsi, les conditions de vie des populations, avec l'octroi à la wilaya d'un quota de plus de 40 000 aides rurales, dont près de 70% du quota a été réalisé à ce jour.

Hatem D.

Tlemcen Attribution de 290 logements à Haï Yaghmoracene

QUELQUE 290 logements ont été attribués dans la nouvelle zone urbaine Yaghmoracene Haï Oujlida de la ville de Tlemcen. Cette opération intervient après la récente attribution de 440 logements publics localisés dans la commune d'Hennaya, 500 autres à Sebdo et le relogement au village de Sidi Ahmed (Remchi) de 304 familles vivant dans des habitations vétustes et précaires. La ZHUN de Yaghmoracene, de la partie nord de la ville de Tlemcen, est une extension urbaine de cette ville qui abrite d'importants projets de construction d'habitations et d'édifices sociaux et de services. Des travaux sont en cours pour la réalisation de 2 000 logements de type location/vente sur une surface de 18 ha. Le projet doit être livré à la fin de l'année 2018.

R. R.

Oran

Portes ouvertes sur le sport militaire

Le complexe sportif militaire régional Mustapha-Zitouni-Mustapha, relevant de la 2^e Région militaire d'Oran, a abrité des portes ouvertes sur le sport militaire. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation a été présidée par le chef d'Etat-major de la 2^e RM, le général Boucenna Said, en présence des cadres et officiers supérieurs de l'ANP. Dans son inter-

vention, le général Boucenna a souligné que cette manifestation intervient dans le cadre de la politique d'ouverture et de communication adoptée par le Commandement de l'ANP en direction des différentes couches de la société, notamment les jeunes. Il a ajouté que ces portes ouvertes visent à mettre en exergue les efforts consentis pour assurer une for-

mation qualitative au sein de l'institution militaire. Le chef du service régional des sports militaires de la 2^e RM, le colonel Kharroubi Hadj, a souligné que ces portes ouvertes s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Commandement de l'ANP d'une communication de proximité dans le cadre de la communication ANP-Nation. Les sportifs de la 2^e RM et ceux de la

Gendarmerie nationale ont présenté, ensuite, des exhibitions en diverses disciplines sportives comme les sports de combat, les sports mécaniques, l'équitation, entre autres. La brigade de sécurité, d'intervention et de cynotechnique relevant du 2^e Commandement régional de la Gendarmerie nationale a fait une démonstration de chiens dressés pour la détection de la



Sahara occidental

Le Conseil de sécurité réaffirme son appui à la relance des négociations

■ Le Conseil de sécurité s'est engagé, aux termes d'une résolution qu'il a adoptée à l'unanimité sur le Sahara occidental, à mettre fin à l'impasse politique en appuyant la relance du processus onusien, bloqué par le Maroc depuis 2012.

Par Souad F.

L'Organe onusien a affirmé son plein appui aux efforts du secrétaire général et son envoyé personnel pour qu'une solution politique soit trouvée à la question du Sahara occidental. La résolution du Conseil de sécurité, adoptée après plusieurs jours de tractations serrées, souligne que la relance des négociations avec «une nouvelle dynamique doit déboucher sur la reprise du processus politique pour parvenir à une solution politique qui soit mutuellement acceptable et qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et principes énoncés dans la charte des Nations unies». Le Conseil de sécurité a demandé aux deux parties du conflit de reprendre les négociations sous les auspices du Secrétaire général sans conditions préalables et de bonne foi, en tenant compte de l'action menée depuis 2006. Le Secrétaire général est tenu, à ce propos, de faire au moins deux exposés par an au Conseil de sécurité sur l'état d'avancement des négociations et des difficultés auxquelles se heurtent les opérations de la Minurso. Soulignant la nécessité d'avancer sur la voie d'une solution politique, le Conseil de sécurité a enjoint au Secrétaire général de le tenir informé dans les six mois à compter de la désignation du nouveau envoyé personnel de l'avancement des négociations. Intervenant après le vote de la résolution, la représentante de



la délégation américaine, M^{me} Michele Sison, a relevé que le report de l'adoption de ce texte a été «essentiel pour permettre à l'ONU et à la Minurso de refaire le chapitre de l'année dernière au Sahara occidental». «Le Conseil de sécurité doit porter son attention là où elle doit être, à savoir soutenir un règlement politique», a-t-elle dit. La résolution fixe, selon M^{me} Sison, de «nouvelles normes» pour la Minurso, qui doit pouvoir recruter des personnels dotés de compétences adéquates, a-t-elle dit. «Nous ne laissons pas divertir de notre objectif qui est de permettre au peuple du Sahara occidental d'organiser un référendum sur le statut futur de ce territoire», a ajouté la représentante. Le représentant de l'Uruguay, M. Elbio Rosselli, a appelé de ses vœux à une reprise des négociations «dans un nouvel esprit», alors que celui de

la Suède, Carl Skau, a estimé que la reprise du processus politique est devenue indispensable, notant que le texte adopté encourage le nouvel envoyé spécial du secrétaire général à revitaliser les efforts en vue de parvenir à une solution politique. De son côté le représentant de l'Éthiopie, M. Tedeka Alemu, a insisté sur l'importance du retour de la composante civile de la Minurso, saluant l'évolution de la situation dans la zone tampon de Guergarat. Selon lui, les conditions requises pour la reprise des négociations sont réunies. Il est impératif que le Conseil de sécurité «comprenne bien la situation générale», a-t-il dit. Petr Ilichev, représentant de la Russie, a indiqué qu'il faut s'orienter vers la reprise des pourparlers directs entre le Front Polisario et le Maroc, considérant que seul un règlement politique sera durable. Il a estimé que le nouvel envoyé

spécial devra redoubler d'efforts pour parvenir à la reprise des négociations.

Le Front Polisario décide le redéploiement de ses forces à El Guerguerat

Le Front Polisario a décidé le redéploiement des éléments de ses forces armées dans la zone tampon d'El Guerguerat, en réponse à l'appel de plusieurs pays amis. La partie sahraouie a informé le Conseil de sécurité de sa décision dans une lettre adressée à sa présidente, l'américaine Nikki Haley, alors que «le retrait immédiat» des forces du Front Polisario de cette zone a constitué le principal point d'achoppement des discussions sur le projet de résolution sur le Sahara occidental, présenté par les États-Unis. «En réponse à l'appel de plusieurs pays amis et à l'engagement du Secrétaire

général au Conseil de sécurité contenu dans son rapport du 10 avril 2017 d'envisager d'urgence les conditions générales en matière de conformité avec la lettre et l'esprit de l'accord militaire N 1 de 1997, dans la zone d'El Guerguerat, le Front Polisario a décidé le redéploiement de ses forces armées dans cette zone qui ont été déployées en réponse à la sérieuse violation de cet accord par le Maroc le 11 août 2016», a indiqué le Front Polisario dans sa lettre. «Le Front Polisario prend bonne note de la disponibilité des Nations unies d'assurer une présence permanente de la Minurso dans cette zone», a-t-il ajouté. Les tractations de plusieurs jours au niveau du Conseil de sécurité ont donné lieu à un consensus sur la nécessité d'examiner les causes et les répercussions de la crise de la violation du cessez-le-feu par le Maroc, a précisé à l'APS une source proche du dossier. Le Conseil de sécurité a reconnu dans son projet de résolution, dont l'adoption est prévue vendredi, que «la crise à El Guerguerat soulève des questions fondamentales concernant les accords sur le cessez-le-feu», appelant le Secrétaire général à examiner les moyens de régler cette crise. Le chef de l'ONU, Antonio Guterres, avait également reflété cette préoccupation dans son premier rapport sur le Sahara occidental, a-t-on ajouté de même source. Le constat est là : le trafic commercial mené par le Maroc dans cette zone et son obstination à achever un projet de route traversant les territoires sahraouis est une violation des accords de cessez-le-feu. Le Conseil de sécurité tout comme le secrétariat général considèrent l'activité commerciale du Maroc à El Guerguerat comme «une pratique illégale» car menée dans une zone militaire où toute activité civile est interdite. S. F./APS

Maroc

Un «hub» pour le trafic de drogue à destination de l'Europe

L'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union (Frontex) a pointé du doigt le Maroc devenu «un hub» pour le trafic de drogue à destination de l'Europe. Dans son rapport 2016 «Africa-Frontex Intelligence Community Joint Report», publié récemment, Frontex a affirmé que le trafic de drogue est l'activité la plus rentable pour les groupes de criminels activant au nord du Maroc, relevant que le trafic de haschich, en tant qu'activité «à faible risque et aux profits élevés», reste un domaine plus attractif pour ces groupes que le trafic de migrants. Selon Frontex, ce marché est très lucratif et les profits tirés du trafic de drogues sont «nettement plus élevés» que ceux provenant du trafic des êtres humains. L'agence européenne en veut pour preuve, le prix de vente d'un kilogramme de haschich de qualité moyenne qui augmente au fur et à mesure, passant d'environ 600 euros au Maroc à plus de 1 400 euros à sa livraison à la côte sud de l'Espagne. «En règle générale,

plus le produit est transporté, plus le prix augmente», a expliqué Frontex dans son rapport, précisant que le prix de vente d'un kilo de haschich au nord de l'Espagne ou en France atteint les 2 200 euros. Détaillant les moyens d'acheminement de la drogue depuis le Maroc, Frontex a précisé que celle-ci est transportée de la côte marocaine sur différents types de navires : bateaux gonflables, bateaux rapides avec trois ou quatre moteurs, bateaux de pêche, jet-skis et même par avions.

Les autorités espagnoles en collaboration avec des agents de Frontex ont saisi durant la période allant du 26 juillet au 31 août 2016, 38 841 kg de haschisch d'une valeur estimée à 60 millions d'euros, a fait savoir l'agence européenne. Un autre rapport, élaboré conjointement par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (Emcdda) et l'Office européen de police (Europol) en 2016, a affirmé que le Maroc est le principal fournisseur de l'Europe en résine de cannabis, mettant en garde contre la

menace que représente les marchés des drogues illicites pour la sécurité de l'UE. Ce rapport européen atteste que «les Groupes criminels organisés marocains (GCO), qui exploitent les liens avec les communautés marocaines établies en Europe et travaillent en partenariat avec les groupes européens, jouent de longue date un rôle dans l'importation de grandes quantités de résine de cannabis».

En termes d'évolution du marché, l'Espagne, qui est traditionnellement le principal point d'entrée de la résine produite au Maroc, a récemment fait état d'un nombre croissant de saisies de cette catégorie de drogue, a signalé encore le rapport. Ce rapport a souligné le lien entre le trafic de cocaïne et le financement de groupes terroristes actifs dans le conflit en Syrie et dans les pays voisins. «Il existe des éléments probants de certains liens entre des Groupes criminels organisés impliqués dans le trafic de drogue et des organisations terroristes», a-t-il ajouté.

Halim O./Agences



Allemagne

Berlin embarrassé par l'arrestation d'un officier allemand

■ L'arrestation cette semaine d'un militaire allemand se faisant passer pour un réfugié syrien et soupçonné de préparer un attentat contre des étrangers tourne au scandale dans le pays, pour l'armée et le système de contrôle des migrants.

Par Rosa D.

Suite à l'incarcération jeudi de cet officier avec le grade de lieutenant, stationné en France, la Bundeswehr se voit accusée de ne pas suffisamment lutter contre les tendances d'extrême droite dans ses rangs. Surtout, les critiques pleuvent contre l'administration chargée de gérer le flux sans précédent de réfugiés arrivés dans le pays depuis 2015. « Cette affaire est totalement étrange, une histoire de fous », a commenté un élu de la gauche radicale allemande, André Hahn, après une première audition, vendredi, au Parlement du contrôleur en chef de l'armée sur le sujet. L'officier allemand, dont l'identité n'a pas été révélée, a été arrêté jeudi lors d'une vaste opération de police. Il est soupçonné, peut-être avec l'aide d'un autre homme de 24 ans, d'avoir préparé un attentat à l'arme à feu après avoir mené une double vie pendant plus d'un an.



Les médias évoquent un possible attentat contre des réfugiés ou visant une autre cible en faisant porter la responsabilité à des migrants. Le quotidien «Bild» parle hier d'une «liste» retrouvée par la police de personnes à tuer, sur laquelle figurent notamment des militants de

gauche. L'homme avait réussi à se faire passer pour un demandeur d'asile syrien et obtenir en novembre, suite à un entretien, ce statut de l'Office allemand des migrations alors que ce dernier est censé procéder à de strictes vérifications. Ce statut lui a permis de percevoir 400 euros d'aide sociale par mois, ainsi qu'un logement, en plus de sa solde d'officier de 3 200 euros. L'affaire est particulièrement embarrassante pour les ministres de

l'Intérieur Thomas de Maizière et de la Défense Ursula von der Leyen, mais aussi plus largement pour Angela Merkel. Son gouvernement a promis, après notamment des attentats islamistes commis dans le pays par des réfugiés, de renforcer les contrôles sur l'identité et le parcours des demandeurs d'asile, dont plus d'un million sont arrivés depuis 2015. « M. de Maizière et Mme von der Leyen n'arrivent pas à tenir leurs administrations. (Ils) sont un risque pour la sécurité » du pays, a tonné une responsable du parti social-démocrate, Katarina Barley. « Nous allons élucider tout cela de manière rigoureuse et en tireçons, si nécessaire, les conclusions fermes » qui s'imposeront, a réagi hier Mme von der Leyen. Ce n'est qu'après son arrestation récente en Autriche, où il était venu récupérer une arme illégale, que la police allemande s'est intéressée à l'officier. Fait particulièrement troublant, selon plusieurs médias, l'officier a réussi à tromper la vigilance de l'administration chargée de l'asile alors qu'il s'est présenté début 2016 comme un Syrien répondant au nom de David Benjamin. Une

identité pourtant peu crédible pour un ressortissant d'un pays arabe. Il a affirmé être un Syrien chrétien d'origine française et parlé à l'Office des Migrations en français, qu'il connaissait du fait de son stationnement dans la base franco-allemande d'Illkirch, près de Strasbourg (est de la France). A aucun moment l'administration n'a vérifié s'il parlait arabe. M. de Maizière a annoncé hier avoir ouvert une enquête au sein de l'Office. Le ministère de l'Intérieur a reconnu une « erreur » et promis de « retourner jusqu'à la dernière pierre (...) pour comprendre comment cela a pu arriver et, s'il y en a, corriger les défaillances » du système, a souligné son porte-parole Tobias Plate. Au sein de l'armée, le service de renseignement militaire est accusé de ne pas avoir fait son travail pour déceler la double vie de l'officier mais surtout ses tendances xénophobes, révélées par le contenu de sa messagerie sur son téléphone portable. Et ce alors que la Bundeswehr a été plusieurs fois dans le passé ébranlée par des affaires sur la présence de sympathisants d'extrême droite dans ses rangs. R. D.



Points chauds

Ralliement

Par Fouzia Mahmoudi

Durant plus d'une quarantaine d'années un véritable « cordon sanitaire » entourait le Front national. Ainsi, aucun parti politique ou même élu de quelque parti que ce soit ne pouvait passer d'accord avec le mouvement frontiste sans se discréditer complètement. Certains élus de droite à l'époque du RPR avaient d'ailleurs été exclus après avoir passé des pactes électoraux lors d'élections locales. Mais aujourd'hui, le FN vient de concrétiser son alliance la plus sérieuse et la plus attendue en ralliant le parti de droite Debout la France, parti créé et présidé par Nicolas Dupont-Aignan. Marine Le Pen a annoncé hier lors d'un point presse commun avec Nicolas Dupont-Aignan qu'elle nommerait ce dernier Premier ministre si elle était élue le 7 mai, lors du second tour de l'élection présidentielle. « Présidente de la République, je nommerai Nicolas Dupont-Aignan premier ministre de la France, appuyée par une majorité présidentielle cohérente et unie par l'intérêt national que nous ferons naître. Avec lui, nous constituerons un gouvernement d'union nationale. » « C'est unis que nous allons mener la campagne pour rassembler encore et encore, et remporter dimanche 7 mai la victoire », a ajouté la candidate du FN. En cas d'accession à l'Elysée, elle a aussi affiché le projet d'« un gouvernement d'union nationale » réunissant « des personnalités choisies pour leurs compétences et leur amour de la France ». Dupont-Aignan, souverainiste et gaulliste revendiqué, arrivé sixième avec 4,7 % des voix au premier tour de la présidentielle, le 23 avril, a salué « un jour historique car nous faisons passer l'intérêt de la France avant des intérêts partisans ». « J'ai décidé de prendre mes responsabilités en votant Marine Le Pen et en allant plus loin : en bâtissant un projet de gouvernement », a déclaré Dupont-Aignan. « Ce n'est pas un ralliement, mon mouvement Debout la France demeure et demeurera un parti totalement indépendant », a ajouté Dupont-Aignan. Interrogé sur la présence aux législatives de 577 candidats FN contre 577 candidats de son parti, il a simplement répondu : « C'est l'esprit, en tout cas pour moi. » Mais la nouvelle de cette alliance est surtout importante car elle signe la fin du cordon sanitaire dont se félicitait le reste de la classe politique française. Reste à savoir si cela poussera d'autres personnalités politiques à suivre l'exemple de Dupont-Aignan renforcé par la même occasion la crédibilité de Marine Le Pen à quelques jours du second tour de la présidentielle.

F. M.

Afghanistan

L'ex-chef de guerre Hekmatyar appelle les talibans à la paix

L'ex-chef de guerre afghan Gulbuddin Hekmatyar, en exil depuis plus de 20 ans, est réapparu pour la première fois en public devant ses partisans hier pour appeler les talibans à cesser le combat et rejeter la violence. M. Hekmatyar qui s'exprimait dans la capitale provinciale de Laghman, à l'est de Kaboul qu'il pourrait rejoindre aujourd'hui, a signé en septembre un accord de paix avec le gouvernement afghan lui garantissant un retour sécurisé au pays et l'amnistie pour lui et les siens. « Rejoignez-nous et cessez cette guerre dont les premières victimes sont les Afghans et leurs maisons que vous détruisez ! » a-t-il lancé, la barbe blanche fournie et coiffé de son traditionnel turban noir, en leur promettant d'être « à leurs côtés » pour ce nouveau chapitre. Acclamé par la foule aux cris de « Allah Akhbar! Dieu est le plus Grand! » il a dénoncé le massacre de plus de 135 jeunes soldats, notamment dans une mosquée, lors d'une attaque talibane la semaine dernière dans le nord du pays. « Nous ne pouvons tolérer des attaques contre des hommes en prière, qu'on leur tire dessus ». Le chef du Hezb-i-Islami (Parti de l'islam), vétéran du jihad anti-

soviétique âgé de 67 ans, a également mis en garde les « forces étrangères (qui) ne peuvent gagner cette guerre », alors qu'un détachement de 300 Marines américains commence à arriver dans le sud pour renforcer l'Opération Resolute Support de l'Otan. « Laissez-nous une chance de trouver une solution pour notre pays et de résoudre nos problèmes, soutenez-nous en ce sens ». Les talibans ont annoncé vendredi le lancement de leur offensive de printemps, encouragés par leurs gains territoriaux la saison dernière. Dans un communiqué, le palais présidentiel a salué le retour de M. Hekmatyar au pays, qui montre que les Afghans savent résoudre leurs problèmes par la négociation. Le retour du chef du Hezb-i-Islami aura un impact considérable sur la paix et la sécurité, le progrès et le développement », veut-il croire. Mais M. Hekmatyar n'a pu s'empêcher de critiquer ces « médias qui diffusent de la musique, des danses et des séries alors que chaque jour des centaines d'Afghans meurent noyés dans leur sang ». Né à Kunduz dans le nord du pays, Gulbuddin Hekmatyar, Pachtoune au visage sévère, avait disparu depuis la fin

des années 90, laissant derrière lui une réputation sulfureuse qui lui a valu le surnom de « Boucher de Kaboul » dans la presse internationale. C'est alors qu'il était, brièvement, Premier ministre en 1992 avec le commandant Ahmad Shah Massoud pour ministre de la Défense, que Kaboul a subi les pires dévastations de son histoire, avec des bombardements aveugles particulièrement meurtriers. Chassé par les talibans en 1996, il aurait vécu en exil, en Iran puis au Pakistan, d'où il a appelé en 2004 à la « guerre sainte » contre les États-Unis, se rangeant dans l'opposition au président d'alors Hamid Karzai. Aux termes de l'accord de paix signé avec le Gouvernement d'union nationale présidé par Ashraf Ghani, M. Hekmatyar s'est engagé à déposer les armes dans les dernières poches de résistance tenues par ses combattants et à promouvoir la réconciliation. Le gouvernement a obtenu des Nations unies la levée des sanctions internationales pesant contre le chef du Hezb-i-Islami pour activités terroristes en lien avec Al-Qaïda, et préparé son retour à Kaboul en lui garantissant escorte et logement.



Musique

Le «Jazzair Big Band» célèbre à Alger la journée du jazz

■ Ce spectacle a réuni sur scène les musiciens du «Dumoulington Orchestra» (France) et ceux de la jeune scène musicale algérienne autour d'un hommage au pianiste, compositeur et chef d'orchestre américain Duke Ellington. L'orchestre a plongé le public dans le jazz américain des années 1950 et 1960 en reprenant des standards du compositeur revisités tels que «El Barbero Loco» ou encore «Néo Créole».

Par Adéla S.

Une immersion dans l'univers du jazz américain de grande orchestration a été proposé au public algérois vendredi soir par les musiciens du projet «Jazzair Big Band» qui ont animé un concert à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïeh.

Organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) en célébration de la Journée internationale du jazz, ce spectacle a réuni sur scène les musiciens du «Dumoulington Orchestra» (France) et des musiciens de la jeune scène musicale algérienne autour d'un hommage au pianiste, compositeur et chef d'orchestre américain Duke Ellington.

Devant un public nombreux, les 25 musiciens dirigés par le chef d'orchestre Rémi Dumoulin ont revisité des compositions de Duke Ellington avec une orchestration comptant sur une riche section cuivre de onze trompettes, trois saxophones et quatre trombones.

L'orchestre a plongé le public dans le jazz américain des années 1950 et 1960 en reprenant des standards du compo-



siteur revisités tels que «El Barbero Loco» ou encore «Néo Créole», des partitions qui se basent sur un jeu de batterie et de basse soutenu et une riche orchestration de cuivres, tout en mettant en avant à chaque fois le talent d'un musicien en solo.

L'orchestre a également exploré un répertoire que Duke Ellington avait composé lors de

ces tournées à travers le monde, évoquant parfois des styles locaux comme dans «Ahmad» qui comporte des sonorités orientales ou «Didgeridoo» où il reproduit au saxophone baryton le son de cette flûte aborigène.

En seconde partie de spectacle, l'orchestre a invité sur scène le chanteur Hamidou qui a surpris le public en sortant de

son répertoire habituel et en interprétant des standards de jazz, comme «My funny valentin» et «Sunny» sur un tout autre timbre de voix plus proche du music-hall que du hawzi.

Invitant également sur scène la jeune chanteuse Aïda, Hamidou et le «Jazzair Big Band» ont proposé aux spectateurs de nouveaux arrange-

ments jazzy et une orchestration de cuivre sur la chanson «El Barch» du regretté El Hachemi Guerouabi.

Coordonné par Rachid Briki, le projet «Jazzair Big Band» comprend les saxophonistes Arezki Bouzid, Mohamed Shihadeh et Hacene Zemarni, le bassiste Nadjib Gamoura, les trompettistes Amine Naas et Farid Belouardi et le guitariste Nazim Kridech qui ont participé à une résidence de création organisée par l'Aarc.

Décidée par l'Unesco en 2011, la Journée internationale du jazz consacre cette musique comme un «vecteur de liberté et de créativité qui favorise le dialogue interculturel et rapproche les peuples».

A. S./APS

Palais de la Culture

«El Djazira», Réda Doumaz et l'Orchestre «Nouiba» animent un concert

Un récital de musique andalouse et de variétés algériennes a été animé, vendredi soir à Alger, par l'ensemble de l'Association culturelle et musicale «El Djazira», organisatrice de l'événement, et ses invités le chanteur Réda Doumaz et l'Orchestre «Nouiba» de musique chaâbie, venu de Lyon (France), dans une ambiance de grands soirs.

L'Ensemble «El Djazira», le célèbre chanteur chaâbi Réda Doumaz, la poétesse Fouzia Laradi et l'Orchestre lyonnais de musique chaâbie «Nouiba», ont embarqué, trois heures durant, le public nombreux du Palais de la culture Moufidi-Zakaria dans une randonnée onirique, avec un programme célébrant essentiellement Alger, la cité millénaire.

Respectant la parité, l'Ensemble «El Djazira», dirigé par le jeune Ayoub Dziry, a aligné une cinquantaine de musiciennes et d'instrumentistes qui ont rendu une vingtaine de pièces classiques et populaires de la musique algéroise, mettant en avant les voix suaves des solistes Nesma Mohamedi, Chanez Kouaci, Sabrina Azzoug, Hiba Zehri, Said Belkhir et Samir Ghobri, élèves du directeur artistique de l'ensemble, le professeur Bachir Mazouni.

Des chansons du patrimoine ou de grands interprètes algériens, encore vivants ou disparus, à l'instar de Aziouez Rais ou des regrettés El Hachemi Guerouabi, Ahmed Wahbi et Kamel Messaoudi, ont été reprises,

«N'Seblek ya Omri», «Ya Dzayer zinek sleb Aaâkli», «M'chet Aâliya», «Chilet Laâyani», «Twahach't El Bahdja man'Tawwalchi naâmel dara», «Nassek ya zinet el b'ha», «Mazal man'sit el djelsa fi Fes» et «Mali, mali ou mal Ech'Chemaâa» notamment.

Dans une prestation pleine, marquée par la rigueur académique des grandes écoles, le son dense et relevé des instruments à cordes a soutenu les chants en chœur des musiciens, brillants de technique et de maîtrise, au plaisir du public qui a savouré le rendu de l'Ensemble «El Djazira» et apprécié particulièrement l'intervention remarquée de Nesma Mohamedi à la Kouitra, qui a pris de la hauteur avec une voix limpide à la tessiture large.

Bien accueilli par ses fans, Kamel Doumaz au «mandouche» (mandole au barage d'une guitare manouche de sa création), a subjugué l'assistance avec sa créativité d'artiste-chercheur, entonnant d'abord avec une voix présente et étoffée «M'dinet el hodr ya El Bahdja Ya Dzayer», une de ses compositions intelligemment conçue, rendue dans la cadence du Tindi sur un texte éloquent du Marocain Dris Benali, décrivant la «fascination d'un poète épris par la beauté d'Alger», a expliqué l'artiste.

Enchaînant «Harramtou bik Nouâssi» et «Moulet el Ain Ezzreka», Kamel Doumaz, très applaudi par le public, est resté égal à lui-même, «un chanteur populaire digne d'admiration, semeur ingénieux de bien-être», de

l'avis des spectateurs.

La poétesse Fouzia Laradi est ensuite intervenue dans un hommage par le ver et la rime à la ville d'Alger, à travers quelques-unes de ses bonnes lectures appréciées du public, avant de céder l'espace de la scène aux six musiciens de l'Orchestre «Nouiba», sous la direction de l'Algérien Nacer Hamzaoui à la mandole, qui ont emballé les mélomanes avec des pièces du terroir, «Ya Ness djaretli gharayeb», «Raghbou taj lem-lah» (melhoun), «Wallahi ma drit», «Allah Ya Ghali» et «El Khilaâ taâdjebni», entre autres.

Les Marocains, Sihem Moulali et Mohamed M'Sahel au chant et à la percussion, les Français Gilles et Aurélie Tissot (père et fille) au saxophone et au qanun ainsi qu'Aurélie Albaret au violon, formant l'Orchestre «Nouiba» créé en 2008 par Nacer Hamzaoui, ont suscité l'enthousiasme des spectateurs qui ont cédé au relâchement, donnant du répondant aux artistes lyonnais en battant la cadence avec les mains suivie d'applaudissements nourris et de youyous.

Fondée en 1993, l'association culturelle et musicale «El Djazira», présidée par Brahim Bahloul, œuvre à la préservation et à la promotion du patrimoine musical andalou et la variété algérienne, à travers la formation dans des classes à plusieurs niveaux, la multiplication des échanges et la participation aux différentes manifestations nationales et internationales.

Racim C.

Rendez-vous culturels

Musée du Bardo (Alger)

Du 23 avril au 22 mai :

L'exposition «La culture assaillie», organisée par l'ambassade des Pays-Bas en Algérie, en collaboration avec le Musée national du Bardo, Galerie des Ateliers Bouffée d'Art

Jusqu'au 6 mai :

Exposition-vente «Expressions Croisées» de l'artiste plasticien Yacine Aidoud.

Exposition de photographies de l'Espagnol Nicolas Müller (1913-2000) sur le patrimoine ibérique.

Galerie d'art Sirius (Télémy, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.



Coup-franc direct

Encore des gamineries !

Par Mahfoud M.

Les responsables de la balle ronde nationale ne sont pas prêts à retenir les leçons du passé et continuent à se comporter de la même manière avec une mentalité dégradée et des gamineries qui n'en finissent pas. On assiste encore à un échange peu orthodoxe entre deux présidents de clubs, un ancien celui du CRB et un autre toujours en poste celui de l'ESS. Le premier est allé jusqu'à accuser son vis-à-vis d'avoir comploté avec le président de la LFP pour décrocher le titre national auquel son club postulait aussi. La riposte du mis en cause ne s'est pas fait attendre et il lui répondra qu'un club qui ne peut pas prendre une troisième place ne peut pas parler de titre. Il l'invitera aussi à venir célébrer avec lui le titre de cette saison. Cet échange fait rappeler les anciennes déclarations incendiaires entre ce même président de l'Entente et celui de la JSK qui avait défrayé la chronique cette saison aussi. Pourtant, on croyait que ces dirigeants étaient devenus plus responsables et plus mûres, mais on constate encore une fois que rien de cela n'est juste et qu'ils continueront à se comporter de cette manière tant qu'il n'y aura pas une institution qui mettra fin à ce débat stérile. Les entraîneurs sont, à chaque fois, convoqués lorsqu'ils font des déclarations déplacées pas les présidents qui semblent se permettre tout et cela doit cesser.

M. M.

11^e édition du tournoi ITF juniors à Tlemcen La Néerlandaise Lexie Stevens et le Belge Tibo Colson vainqueurs en simple



LA NÉERLANDAISE Lexie Stevens et le Belge Tibo Colson ont remporté respectivement le simple filles et garçons de la 11^{ème} édition du tournoi international ITF juniors, clôturé vendredi sur les courts du tennis club d'El Mansoura de Tlemcen. En finale simple filles, la Néerlandaise Lexie Stevens a battu la Suisse Lulu Sun en deux sets (7-5, 7-5), au terme de près de deux heures de jeu, alors que chez les garçons le Belge Tibo Colson a fait de même au détriment de l'Américain Sumit Sarkar en deux sets (6-3) et (6-0). En finale double jouée jeudi, la paire constituée du Tunisien Mohamed Ali Bellalouna et le Français Valentin Royer s'est imposée devant le duo Belge Tibo Colson et Frédéric Jacobs sur le score de deux sets à un (5-7, 6-3 et 10-4). En double filles, le titre est revenu à la paire composée de la

Néerlandaise Lexie Stevens et la Suisse Lulu Sun après le forfait de la paire formée de l'Italienne Melania Delai et l'Espagnol Irene Garceran. Sur 17 joueurs algériens engagés au tableau final, seulement trois ont franchi le premier tour. Il s'agit

Youcef Rihane, Khalil Abed Radjaa et Houria Boukhoda, avant d'être stoppés en huitièmes de finale par les futurs vainqueurs. Ce rendez-vous de Tlemcen d'une semaine a connu une grande réussite sur le plan de l'organisation et a tenu ses promesses sur le plan technique avec une participation massive. Selon l'arbitre international, l'Algérien Amine Mohatet, avec la présence de grandes nations de tennis, comme la Suisse et le Belgique, spécialistes de la terre battue, le niveau du tournoi international fut relevé. C'est une bonne chose pour nos athlètes et pour la ville de Tlemcen en général qui attire chaque année de plus en plus de participants. Les circuits ITF Juniors sont une étape très importante pour tous les joueurs. C'est une phase cruciale pour leur apprentissage. C'est par ces circuits que, en général, les champions de demain, a-t-il souligné. Cette 11^{ème} édition, a enregistré la participation de plus de 70 joueurs et joueuses issus de 20 pays. Elle constitue une belle opportunité pour les étoiles montantes du tennis, afin d'améliorer leur classement mondial ITF juniors.

Equipe nationale Alcaraz va brasser large

Le coach national, l'Espagnol Lucas Alcaraz, réfléchit sérieusement à une liste de joueurs élargie pour le mois de juin prochain, soit à quelques jours de la première sortie des Verts avec lui face au Togo pour le compte des éliminatoires de la CAN 2019.

Par Mahfoud M.

Le technicien ibérique, qui a promis de donner sa chance à tout le monde que ce soit les locaux ou les éléments évoluant à l'étranger, compte sérieusement mettre en pratique cette idée pour brasser large et avoir une notion claire sur tous les joueurs. Il faut savoir qu'Alcaraz ne perd pas de temps, puisque et juste après avoir été placé à la tête de la sélection, il a commencé sa tâche en supervisant les matchs de Ligue 1, où il a eu à voir quelques éléments de l'élite. C'est d'ailleurs grâce à cela qu'il a pu se faire une idée sur les joueurs du cru. Il compte, maintenant voir tout le monde à l'œuvre avec ce premier stage de la sélection locale A', qui débute aujourd'hui au centre des équipes nationales de Sidi Moussa. Ce stage sera très important pour lui, puisque non seulement il pourra jeter les bases de la constitution de la sélection des locaux pour débu-



Le technicien espagnol compte faire un choix large

ter les éliminatoires du CHAN en force, mais en plus il pourra retenir quelques uns d'entre eux avec la sélection première. Alcaraz fera, ensuite, une tournée européenne pour se fixer sur la forme des joueurs évoluant sur le vieux continent surtout que cela sera très important pour lui avant de leur faire appel pour le premier stage des Verts qui se déroulera avant le rendez-vous du Togo. Le

technicien espagnol prend donc très au sérieux son travail et ne souhaite pas perdre encore du temps avec les objectifs qui les attendent et qui restent très importants, sachant qu'il a pour but d'abord de faire qualifier l'EN à la phase finale de la CAN 2019 qui aura lieu au Cameroun et qui ne sera pas une partie de plaisir pour les Verts.

M. M.

Ligue 1 Mobilis

Plusieurs clubs en cessation de paiement

Plusieurs clubs de l'élite algérienne de football sont en situation de cessation de paiement de leurs joueurs, conduisant ces derniers à entreprendre des mouvements de protestations sans pour autant qu'ils ne soient rétablis dans leurs droits en raison de la crise financière aigue dans laquelle se débattent les sociétés sportives par actions (SSPA) de la quasi-totalité des équipes professionnelles.

Les joueurs du CR Belouizdad n'ont pas trouvé mieux que de rédiger une lettre destinée aux supporters de leur équipe pour les mettre au courant de leur situation financière délicate, au moment où le club s'apprête à recevoir l'USM Bel Abbès dans le cadre des demi-finales de la Coupe d'Algérie. Une compétition sur laquelle tout le monde à Belouizdad mise énormément pour renouer avec la consécration après 8 années de disette (le dernier titre du CRB remonte à 2009). L'entraîneur du «Chabab», Badou Zaki, commence à son tour à montrer des signes d'inquiétudes en raison du retard accusé par ses dirigeants dans la régularisation de la situation financière des joueurs. «Si cela perdure, on risque de rater notre principal objectif de la saison, à savoir la Coupe d'Algérie, car il est difficile pour les joueurs de se concentrer sur leur travail alors qu'ils ne sont pas payés depuis plusieurs mois», prévient l'ex-sélectionneur des Lions de l'Atlas. L'état des lieux est pratiquement le même chez la grande majorité des autres pension-

naires de la Ligue 1, aussi bien ceux jouant les premiers rôles ou luttant pour leur maintien.

Même les équipes du podium touchées

A titre d'exemple, le leader, l'ES Sétif, en passe de récupérer son trophée de champion qu'il avait perdu la saison passée au profit de l'USMA, trouve des difficultés énormes pour honorer ses engagements envers ses joueurs. Ces derniers, non payés depuis plusieurs mois, ne ratent aucune occasion pour interpellier le président du club, Hassen Hamar, sur leur cas. L'aspect financier fut d'ailleurs l'une des causes ayant précipité le départ de l'entraîneur, Abdelkader Amrani, en fin de la phase aller.

La situation de l'Entente aurait pu être rendue encore compliquée si cette formation, habituée ces dernières années à disputer des compétitions africaines, était engagée en Ligue des Champions ou en Coupe de la Confédération, au vu des dépenses énormes qui en résultent. Le MC Alger, deuxième en championnat et qualifié à la phase de poules de la Coupe de la Confédération, et bien qu'il soit propriétaire de la grande firme pétrolière Sonatrach, n'a pas payé ses joueurs depuis janvier dernier. Même situation ou presque à l'USM Bel Abbès (3^e) et beaucoup d'autres clubs, dont certains d'entre eux payent cash le manque du nerf de la guerre, à l'image du MO Béjaïa et du CA Batna, qui ont déjà mis

un pied en Ligue 2, alors que l'USM El Harrach, dont les joueurs se sont illustrés cette saison par des grèves à répétition pour réclamer leur dû, n'a pas encore assuré son maintien.

Le football n'attire plus les sponsors

La situation économique difficile que traverse le pays depuis quelques années, a rendu encore délicate la mission des responsables des clubs de trouver des sponsors parmi les opérateurs économiques publics et privés. Même ceux ayant consenti à investir dans le football ont décidé de revoir à la baisse leurs contributions financières.

Dans la foulée, le nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, appelle au «fair-play financier», en envisageant de réactiver la direction nationale de contrôle et de gestion (DNCG), organe censé accompagner les clubs professionnels et les aider pour rééquilibrer leurs budgets. Le prochain mercato estival sera sans doute révélateur du degré de la prise de conscience des présidents des clubs quant au danger qui les guette, eux qui sont habitués plutôt à recruter tous azimut sans tenir compte des capacités réelles de leur trésorerie non sans contribuer à leur manière dans la faillite de leurs SSPA créées en 2010 avec l'entrée en vigueur du professionnalisme en Algérie.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Comité olympique algérien

Berraf candidat à sa propre succession

LE PRÉSIDENT du Comité olympique et sportif algérien, Mustapha Berraf a annoncé samedi à Alger qu'il sera candidat à sa propre succession lors de l'assemblée générale électorale, prévue le 27 mai prochain à Alger. «Les acteurs du monde sportif étaient nombreux à m'encourager à continuer et je ne suis pas resté insensible à leurs sollicitations. J'ai donc décidé de me porter candidat pour un nouveau mandat à la tête du COA», a indiqué Berraf lors de l'assemblée générale de l'instance, tenue samedi matin au siège de l'opérateur de téléphonie mobile «Mobillis», sis à Bab Ezzouar (Alger). Berraf a long-temps insinué qu'il n'allait pas briguer un nouveau mandat olympique (2017-2020), arguant

notamment de «problèmes de santé» qui l'ont amoindri au cours des derniers mois. Mais d'après lui, les choses ont fini par s'améliorer. «J'ai discuté avec mon médecin, le professeur en cardiologie Djamel Eddine Nibouche et il m'a assuré que je suis apte à assurer un autre mandat. Ainsi, rassuré par son diagnostic et encouragé par le mouvement sportif, qui m'a énergiquement incité à poursuivre, j'ai décidé de postuler pour un nouveau mandat», a encore expliqué le président sortant du COA. Prévue le 14 mai, l'assemblée générale électorale du COA a été «décalée au 27 du même mois» a annoncé Berraf après l'AGO de samedi, sans divulguer davantage de détails à ce propos. **Racim S.**

Le nombre «reste stable» selon la CNAS

50 000 accidents du travail enregistrés annuellement en Algérie

QUELQUE 50 000 accidents du travail sont enregistrés annuellement en Algérie, a indiqué samedi à Alger, le chef de département et études des statistiques, à la direction de la prévention, à la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas), Sara Zakane, estimant que le nombre reste «stable» durant les dernières années.

«Quelque 50 000 accidents du travail sont enregistrés annuellement en Algérie». Une situation qui «reste stable» par rapport au nombre d'accidents enregistrés durant les dernières années, ce qui démontre «l'efficacité» des campagnes d'information et de sensibilisation et les moyens de prévention mis en place, a précisé M^{me} Zakane lors d'une rencontre à l'occasion de la journée mondiale pour la santé et la sécurité au travail.

Pour sa part, le chef de cabinet au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Nasreddine Bouguerra a mis en exergue la volonté des pouvoirs publics de promouvoir la politique nationale de prévention des risques professionnels, en adoptant, notamment des instruments juridiques à travers la promulgation de nombreux textes à caractère législatif et réglementaire, relatifs à la prévention.

Il a rappelé que l'investissement dans la prévention et l'amélioration des conditions de travail au niveau de l'entreprise, demeure une «exigence primordiale» dont l'impact serait «grandement positif» sur la productivité des travailleurs ainsi que sur la santé financiè-

re de l'entreprise, appelant les organismes employeurs à faire de la prévention «une préoccupation permanente».

De son côté, le spécialiste en matière de santé et sécurité au travail au Bureau international du travail à Alger, Halim Hamzaoui a révélé qu'actuellement «300 millions d'accidents en milieu du travail sont enregistrés dans le monde», et que «2,3 millions de salariés perdent la vie annuellement» en raison du déficit de prévention des risques professionnelles.

«Cependant, ces estimations ne reflètent que partiellement l'ampleur du problème et l'impact réel des accidents du travail et des maladies professionnelles sur les travailleurs, leurs familles et l'économie», a-t-il dit, soulignant l'importance d'un système «performant» de recueil et d'analyse des données qui permet de mieux cerner l'impact de ces accidents, par conséquent de mettre en place des politiques et stratégies efficaces.

L'Organisation internationale du travail (OIT) avait choisi la date du 28 avril «journée mondiale pour la santé et la sécurité au travail», qui est placée cette année, sous le thème : «Optimiser la collecte et l'utilisation des données sur la sécurité et la santé au travail».

A l'instar des autres pays, l'Algérie en tant que membre de l'OIT commémore pour la 13^e fois consécutive cette journée qui vise à promouvoir le développement d'une culture de prévention mondiale de sécurité et santé au travail.

Hani T.

Détenus palestiniens en grève de la faim: Ils veulent obtenir l'amélioration de leurs conditions de détention



Loumis

Djalou@hotmail.com

Un lot d'armes et de munitions récupéré à Batna

Quatre dangereux terroristes abattus

■ Quatre terroristes ont été abattus samedi, lors d'une opération de ratissage menée près de Djebel Metlili, dans la wilaya de Batna, par un détachement de l'Armée nationale populaire qui a également récupéré un lot d'armes et une quantité de munitions, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Slim O.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste, grâce à l'exploitation efficace de renseignements et lors d'une opération de recherche et de ratissage menée près de Djebel Metlili, commune de Tilatou au sud-ouest de la wilaya de Batna, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, le 29 avril 2017, quatre dangereux terroristes. Il s'agit des criminels : B. Djamel, S. El Hadi, Ch. Toufik et K. Younés», précise le MDN. L'opération

s'est également soldée par la récupération de «quatre pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et d'une quantité de munitions», ajoute-t-on. Dans le même contexte, et suite à une embuscade tendue menée à la zone de Tinkhiamine près de Djanet, un détachement de l'ANP «a mis en échec, le 28 avril 2017, une tentative d'intrusion à travers la bande frontalière nationale d'un groupe armé composé de trois individus, et récupéré un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, deux chargeurs et une quantité de munitions et de denrées ali-

mentaires», rapporte également le communiqué.

S. O./APS

Disparition du petit Salim à Ath Zemenzer (Tizi Ouzou)

Mobilisation générale de la population pour le retrouver

LA FAMILLE Mahdad d'Ath Anane dans la commune de Beni Zemenzer (15 km au sud de Tizi Ouzou) était toujours hier en fin d'après-midi, sans nouvelle de leur petit Salim disparu depuis jeudi dernier. Les opérations de recherches lancées par des habitants, appuyés des éléments de la gendarmerie et avec des chiens renifleurs, dans les heures qui ont suivi sa disparition n'ont rien donné. Alors que les villageois et les membres de la famille de la victime étaient en réunion de crise à l'effet d'entreprendre des actions appropriées pour gérer la dure épreuve que vit toute la région et surtout en vue de retrouver le petit Salim sain et sauf. Côté autorités judiciaires et sécuritaires, rien n'a filtré et aucune communication officielle sur cette affaire. Certes communiquer en pareilles circonstances est une arme à double tranchant mais il est judicieux afin de mettre fin à toutes les rumeurs dont les plus folles, qui circulent ici et là, ne sont pas dans l'intérêt de l'enquête et encore moins du petit écolier.

Hamid M.

Nantes (France) Un Algérien décède dans un bureau de vote

UN ALGÉRIEN venant accomplir son devoir électoral est décédé samedi dans un bureau de vote à Nantes (ouest de la France), a-t-on appris auprès du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union Africaine (UA) et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel et la consule d'Algérie à Nantes, ont présenté leurs sincères condoléances à la famille du défunt.

Le vote pour les législatives du 4 mai prochain a débuté samedi pour la communauté algérienne résidant à l'étran-

K. L.